



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 17 avril 2025

Frontière orientale	2
La frontière orientale de la Finlande restera fermée jusqu'à nouvel ordre.....	2
Développement	2
L'aide publique au développement (APD) a diminué en 2024 tant en Finlande qu'à l'échelle internationale .	2
OSCE	3
« L'interprète de Poutine était présente à la rencontre avec Pia Kauma »	3
Politique européenne	4
Le gouvernement a discuté du financement du renforcement de la défense européenne	4
Politique étrangère	5
Le Président Stubb s'est entretenu avec le Premier ministre indien Modi et le Président ukrainien Zelensky	5
Elections.....	5
Bulletins nuls.....	5
Heikki Vestman, président de la commission des lois constitutionnelles demande une enquête	5
Politique intérieure.....	6
Les Vrais Finlandais vont chercher à remettre en cause la loi sur le climat pour compenser leur défaite	
électorale	6
Selon Riikka Purra, les Vrais Finlandais n'ont pas besoin de soutenir le candidat de la coalition nationale	
pour la tête de Kela	6
Selon Riikka Purra, le gouvernement va alléger la fiscalité sur les salaires.....	6
Sécurité	7
La Supo et le renseignement militaire pourraient obtenir le droit de partager des informations plus	
largement qu'actuellement.....	8
Défense	8
Tous les appelés seront formés à l'utilisation des mines antipersonnel	8
Câbles endommagés en mer baltique	8
Les travaux de réparation du câble sous-marin Estlink 2 entre la Finlande et l'Estonie, endommagé à Noël,	
débuteront en mai.....	8
Etats-Unis.....	8
L'annulation de l'accord du Pentagone avec Oura suscite des inquiétudes quant aux États-Unis en tant que	
partenaire commercial.....	9
Les États-Unis recherchent des chantiers navals capables de construire des brise-glaces dans de courts	
délais	9
La guerre commerciale met en péril le secteur de la construction	10
Douanes – Nucléaire	10
Les douanes soupçonnent le PDG d'une entreprise de construction d'avoir tenté d'exporter en Russie des	
documents concernant un projet de construction d'une centrale nucléaire finlandaise	10
Monopole de vente d'alcool au détail	11
L'étude commandée par le gouvernement présente trois options pour libéraliser la vente de vin.....	11
Société.....	11
Les vols sont en hausse – On vole de la bière, mais aussi de la nourriture	11

Frontière orientale

La frontière orientale de la Finlande restera fermée jusqu'à nouvel ordre

Communiqué du ministère de l'Intérieur

Le 16 avril 2025, le Gouvernement a reconduit sa décision concernant la fermeture des points de passage à la frontière orientale. Les points de passage à la frontière orientale resteront fermés et que le dépôt des demandes de protection internationale continuera d'être restreint. Cette décision restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

La décision du Gouvernement concernant la fermeture de la frontière était en vigueur dans les mêmes conditions depuis environ un an. Il était donc raisonnable de réévaluer le contenu de la décision et ses conditions préalables. La nouvelle décision prise le 16 avril 2025 abroge une décision similaire prise par le Gouvernement le 4 avril 2024.

Les points de passage frontaliers à la frontière terrestre entre la Finlande et la Russie sont fermés depuis le 15 décembre 2023 en vertu d'une série de décisions gouvernementales. La décision la plus récente était entrée en vigueur le 15 avril 2024. Conformément à cette décision, les demandes de protection internationale peuvent être déposées seulement aux autres points de passage aux frontières extérieures de la Finlande qui sont toujours ouvertes au trafic aérien et maritime.

Les décisions gouvernementales susmentionnées et la promulgation de la loi d'exception sur la sécurité des frontières ont produit leurs effets escomptés, et la migration instrumentalisée, qui a débuté en novembre 2023, a cessé pour le moment. La migration instrumentalisée est l'un des moyens par lesquels la Russie peut exercer une pression sur la sécurité et la stabilité sociale de la Finlande et de l'UE et les affecter.

D'après les informations dont disposent les autorités finlandaises, le risque d'une reprise et d'un renforcement de la migration instrumentalisée, comme observé précédemment, reste élevé. Si ce phénomène devait se poursuivre, il constituerait une menace grave pour la sécurité nationale et l'ordre public en Finlande.

Le gouvernement évaluera régulièrement le contenu et la portée de la décision au fur et à mesure de l'évolution de la situation, en coopération avec les gardes-frontières finlandais et les autres autorités. La décision sera abrogée ou modifiée si elle n'est plus nécessaire pour prévenir une menace grave pour la sécurité nationale ou l'ordre public.

https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/itaraja-pysyvy-kiinni-toistaiseksi?languageld=en_US

Développement

L'aide publique au développement (APD) a diminué en 2024 tant en Finlande qu'à l'échelle internationale

Communiqué du Ministère des Affaires étrangères

L'aide publique au développement (APD) a diminué en 2024, tant en Finlande qu'à l'échelle internationale. Pour la troisième année consécutive, l'Ukraine, fortement touchée par la guerre d'agression russe, est le principal bénéficiaire de l'APD finlandaise.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié hier des données préliminaires sur l'aide publique au développement (APD) en 2024 par les pays membres de son Comité d'aide au développement (CAD). L'Ukraine est restée le principal bénéficiaire de l'APD. Les membres du CAD ont consacré un total de 14,3 milliards d'euros (15,5 milliards de dollars) d'APD à l'Ukraine en 2024. Le montant total de l'APD mondiale a diminué après plusieurs années de hausse. L'APD de la Finlande a diminué par rapport à l'année précédente.

En 2024, l'aide publique au développement (APD) de la Finlande s'est élevée à 1 302 millions d'euros. Ce montant représentait 0,47 % du revenu national brut (RNB) de la Finlande, selon les données préliminaires de l'OCDE. Il s'agit d'une baisse de 165 millions d'euros par rapport à 2023. En pourcentage, les dépenses d'APD de la Finlande ont diminué de 12,9 % par rapport à 2023.

L'APD exclusive de la Finlande, gérée par le ministère des Affaires étrangères, et les crédits alloués au titre de l'aide humanitaire à l'Ukraine se sont élevés à 647 millions d'euros, tandis que les autres dépenses de l'APD finlandaises s'élevaient à 654 millions d'euros. Les autres dépenses de l'APD comprennent la part de la Finlande dans le budget de l'APD de l'UE et la part des coûts liés à l'accueil des réfugiés dans les pays donateurs.

Les principales différences par rapport à l'année précédente résident dans la suppression de certains programmes nationaux et dans la diminution de l'APD par pays et par région. Le soutien par pays a été inférieur de 74 millions d'euros à celui de l'année précédente. Aucun nouveau prêt ni investissement au titre des politiques de développement n'a été enregistré en 2024 ; toutefois, le premier remboursement de capital, d'un montant de 1,5 million d'euros, a été effectué en 2024 par le fonds pour le climat géré par la Société financière internationale (SFI).

En 2024, une part importante de l'APD finlandaise a été acheminée par l'intermédiaire de l'UE (339 millions d'euros), des Nations unies (252 millions d'euros) et du Groupe de la Banque mondiale (58 millions d'euros). 121 millions d'euros de soutien ont été acheminés par l'intermédiaire d'organisations de la société civile (OSC) finlandaises. Ce chiffre inclut l'aide humanitaire acheminée par l'intermédiaire des OSC finlandaises.

On estime à 289 millions d'euros le montant de l'APD allouée aux pays les moins avancés (PMA), soit 0,10 % du RNB de la Finlande. Ce montant inclut le soutien acheminé par l'intermédiaire d'organisations multilatérales.

L'Ukraine demeure le principal partenaire de la Finlande en matière de coopération au développement : outre les 34 millions d'euros de paiements, 25 millions d'euros ont été transférés pour augmenter le capital de Finnfund et financer des investissements et des prêts en Ukraine. De plus, 58 millions d'euros ont été réservés dans le budget pour le soutien à l'Ukraine. Outre l'aide publique au développement directe, les coûts liés à l'accueil des réfugiés ukrainiens dans les pays donateurs ont été comptabilisés dans l'APD finlandaise.

L'année dernière, la Finlande a accordé 127 millions d'euros d'aide humanitaire au titre de l'aide publique au développement.

À l'échelle mondiale, l'aide publique au développement (APD) s'est élevée à 212 milliards de dollars (196 milliards d'euros) en 2024, soit une baisse de 7,1 % par rapport à l'année précédente. Les principaux donateurs étaient les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France. L'UE et ses États membres ont été ensemble le principal donateur d'APD. L'objectif de l'ONU de consacrer 0,7 % du RNB à l'APD a été dépassé par le Danemark, le Luxembourg, la Norvège et la Suède. Dix pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE ont augmenté leurs dépenses d'APD, tandis que 22 d'entre eux ont vu leurs dépenses d'APD diminuer.

https://valtioneuvosto.fi/-/kansainvalinen-kehitysrahoitus-kaantyi-laskuun-vuonna-2024?languageld=en_US

OSCE

« L'interprète de Poutine était présente à la rencontre avec Pia Kauma »

Hufvudstadsbladet rend compte de la présence d'une conseillère au sein de l'Assemblée générale parlementaire de l'OSCE à la rencontre de Pia Kauma à Tachkent. Il s'agit de Darija Boyarskaya, de nationalité russe, qui a travaillé pour Poutine jusqu'en 2020. Elle était notamment présente lors de la rencontre entre Poutine et Trump au Japon en 2019. Selon HBL, c'est quelqu'un qui assiste aux préparations et arrange des rencontres officielles lorsque le secrétaire général Roberto Montella le juge opportun.

HBL relève que, selon Ukrajinska Pravda, la mention de la guerre d'agression russe en Ukraine a été enlevée du site en russe de l'OSCE depuis que Boyarskaya s'en charge.

HBL relève que deux jours avant sa visite à Tachkent, Kauma avait dit à Copenhague, qu'elle envisageait de rencontrer Konstantin Kosasyev et Pjotr Tolstoj, propagandiste connu. Le représentant danois au sein de l'OSCE aurait fortement remis en question cette intention. Plus tard, Kauma n'indiquait plus que son intention de rencontrer Kosasyev.

Les pays nordiques et baltes, et la Pologne ont condamné, dans une lettre interne, l'action de Pia Kauma, députée de la Coalition nationale et présidente de l'Assemblée générale parlementaire de l'OSCE depuis 2023. Les neuf pays demandent des explications sur le résultat de la rencontre.

Mardi, Kauma a envoyé un courrier interne à l'ensemble de 57 membres de l'OSCE. Elle y indique d'avoir cherché à interroger les Russes concernant des questions évoquées auparavant par écrit mais auxquelles la Russie n'a jamais répondu. Elle souligne, selon HBL, qu'elle est convaincue qu'il faut tout faire pour rendre responsables les Russes de leur guerre d'agression en Ukraine.

Elle indique avoir évoqué les milliers d'enfants enlevés en Ukraine, la détention par la Russie de trois coopérants de l'OSCE et les obligations économiques non-réglées de la Russie à l'égard de l'Assemblée générale parlementaire de l'OSCE.

Selon des sources de HBL, l'action de Kauma est difficile à comprendre et aurait pu mettre en danger les négociations diplomatiques concernant la situation des trois Ukrainiens détenus.

HBL qui n'a pas réussi à joindre Kauma, relève que pendant la campagne électorale en Finlande, la semaine dernière, elle a dit à MTV que les organisations telles que celle qu'elle représente ont la mission de promouvoir le dialogue et rétablir la paix en Europe. « Qui c'est qui le fait si ce n'est nous ? », dit-elle.

Dans le courrier adressé aux pays membres de l'OSCE, Kauma indique que sa décision d'agir comme elle l'a fait était difficile mais bien réfléchie.

Certains pays membres souhaitent obtenir une transcription exacte de ce qui a été dit entre Kauma et le représentant russe. Kauma justifie son action par le fait qu'il faut que les Russes comprennent que les autres sont unis dans la lutte pour une paix juste en Ukraine.

HBL/6-7

Politique européenne

Le gouvernement a discuté du financement du renforcement de la défense européenne

Lors de sa réunion du mercredi 16 avril, le Comité interministériel de politique européenne du gouvernement a examiné la proposition d'instrument financier pour renforcer la défense européenne et la proposition de prise en compte des dépenses de défense des États membres dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du plan « ReArm Europe ». Le paquet « Omnibus I » de la Commission européenne, qui vise à alléger la charge administrative des entreprises, était également à l'ordre du jour.

Le Comité a exposé la position de la Finlande sur la proposition de la Commission relative au règlement SAFE visant à stimuler les investissements européens dans la défense, ce qui renforcerait rapidement l'industrie européenne de la défense et améliorerait la défense européenne. Dans la situation exceptionnelle actuelle, l'instrument permettrait aux États membres de solliciter jusqu'à 150 milliards d'euros de prêts pour développer leurs capacités de défense dans des domaines prioritaires définis conjointement. Il vise à promouvoir les marchés publics communs par des groupes d'États membres. La Commission financerait l'instrument SAFE en empruntant les fonds nécessaires au nom de l'Union. L'instrument serait garanti grâce à la marge de manœuvre existante entre le plafond des ressources propres de l'UE et le plafond des dépenses du cadre financier pluriannuel. La position de la Finlande sur la proposition de la Commission sera rendue publique après la réunion du gouvernement.

Le Comité a également exposé la position de la Finlande sur la proposition de la Commission visant à accroître la flexibilité budgétaire des États membres de l'UE pour les investissements dans la défense. Cette proposition permettrait aux États membres de solliciter une flexibilité temporaire dans le cadre de la politique budgétaire de l'UE, à condition que cela ne compromette pas la viabilité budgétaire du pays à long terme. Compte tenu de l'évolution de la situation sécuritaire européenne, la Finlande considère que la flexibilité proposée par la Commission est appropriée.

Le Comité a également examiné les propositions de la Commission visant à réduire la charge administrative pesant sur les entreprises. Les propositions Omnibus I visent à rendre le suivi du développement durable plus efficace et plus accessible, à simplifier les obligations de la directive sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises afin de soutenir des pratiques commerciales responsables, et à renforcer le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pour rendre les échanges commerciaux plus équitables. La position de la Finlande sur la proposition de la Commission sera rendue publique après la réunion du gouvernement.

https://valtioneuvosto.fi/-/eu-ministerivaliokunnassa-euroopan-vahvemman-puolustuksen-rahoittaminen?languageId=en_US

Politique étrangère

Le Président Stubb s'est entretenu avec le Premier ministre indien Modi et le Président ukrainien Zelensky

Mercredi 16 avril 2025, le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, s'est entretenu au téléphone avec le Premier ministre indien Narendra Modi. Le Président et le Premier ministre ont discuté des relations bilatérales, de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, ainsi que des changements géopolitiques et de leurs implications pour le système multilatéral.

Mercredi, le Président Stubb s'est également entretenu par téléphone avec le Président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce dernier a fait le point sur la situation sur le front. L'Ukraine a accepté la proposition de cessez-le-feu total et inconditionnel.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-speaks-with-indian-prime-minister-modi-and-ukrainian-president-zelenskyy/>

Elections

Bulletins nuls

Le ministère de la Justice effectuera une enquête sur le nombre exceptionnellement élevé de bulletins nuls aux élections municipales et régionales. Il s'agira de réfléchir comment les électeurs pourraient être mieux guidés dans les bureaux de vote.

Le ministère évaluera aussi les avantages et désavantages de l'organisation de deux élections en même temps.

Selon les chiffres préliminaires, la part de bulletins nuls était de 4,1 % (83 700) aux régionales et de 1,7 % (41 700) aux municipales. En 2022, les chiffres équivalents s'élevaient, aux régionales, à 0,4 % (7137) et en 2021, aux municipales, à 0,5 % (11 500).

Valtioneuvosto

Heikki Vestman, président de la commission des lois constitutionnelles demande une enquête

Le président de la commission des lois constitutionnelles Heikki Vestman (Coalition nationale) souhaite que la commission fasse une enquête sur les bulletins nuls. Il considère leur nombre élevé comme une question importante et grave. Il n'exclut pas que ce nombre élevé ait pu impacter le résultat des élections. Il souligne néanmoins que les élections et leurs résultats sont tout à fait légitimes.

Outre l'éventualité que des électeurs aient confondu entre les bulletins de chaque élection, il est possible que, pour les régionales, ils ont déposé intentionnellement un bulletin blanc, qui est compté avec les nuls.

On saura plus tard cette semaine si la plupart des bulletins nuls ont été rejetés à cause d'un mauvais numéro (qui ne correspond pas au vote en question) ou bien parce qu'ils étaient vierges. Vestman souligne l'importance que les autorités assurent une information claire. Il aurait attendu une campagne d'information plus visible sur le nouveau type d'élection.

HS

Politique intérieure

Les Vrais Finlandais vont chercher à remettre en cause la loi sur le climat pour compenser leur défaite électorale

Les partis du gouvernement du Premier ministre Petteri Orpo se réuniront pour les décisions de mi-mandat après Pâques. C'est pour le Parti des Vrais Finlandais la première occasion de réparer les dégâts subis lors des élections municipales et régionales. Le parti des Vrais Finlandais tentera de compenser sa défaite électorale en demandant des mesures pour affaiblir la loi sur le climat. Cette proposition devrait être soutenue par la ministre de l'Agriculture et des Forêts et présidente des Chrétiens-démocrates Sari Essayah. Par cela, le parti des Vrais Finlandais cherche au moins à gagner en visibilité, juge l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

HS

Selon Riikka Purra, les Vrais Finlandais n'ont pas besoin de soutenir le candidat de la coalition nationale pour la tête de Kela

Les membres du parti des Vrais Finlandais n'ont pas besoin de soutenir le ministre du Travail Arto Satonen (Coalition nationale) en lice pour la présidence de l'organisme des assurances sociales Kela, a déclaré la présidente du parti Riikka Purra.

"Nos représentants à Kela ont les mains libres", déclare Purra à Helsingin Sanomat.

La déclaration de Purra signifie en pratique que Satonen ne deviendra pas nécessairement le directeur général de Kela, estime Helsingin Sanomat.

Les délégués de Kela, c'est-à-dire les députés des différents partis, décideront du nouveau directeur général à la fin du mois d'avril. On sait que trois délégués du parti des Vrais Finlandais ont eu du mal à soutenir Satonen.

Sans les votes des Vrais Finlandais, il est peu probable que Satonen soit élu directeur général.

HS

Selon Riikka Purra, le gouvernement va alléger la fiscalité sur les salaires

Le ministre des Finances, Riikka Purra, déclare que le gouvernement a l'intention d'au moins alléger l'impôt sur le revenu lors des décisions de mi-mandat de la semaine prochaine.

Purra espère que le gouvernement proposera un programme important de réduction d'impôts qui s'appliquerait à plusieurs groupes de revenus.

« J'espère que nous aurons l'opportunité de mettre en place un plan de réduction d'impôts significatif », déclare Purra dans une interview accordée à Helsingin Sanomat.

La décision était attendue, mais le gouvernement ne l'avait pas encore annoncée haut et fort.

Le gouvernement a déclaré qu'il cherchait des moyens de stimuler la croissance économique.

Purra affirme que, selon les études, la réduction du taux marginal de l'impôt, en particulier pour les Finlandais aux revenus élevés, peut augmenter l'emploi et accélérer la croissance.

Toutefois, la réduction de l'impôt sur le revenu s'appliquera probablement également à d'autres catégories de revenus.

« Nous recherchons un ensemble de mesures raisonnables en termes de croissance économique et d'acceptation politique », explique Purra.

Etant donné que le gouvernement a l'intention d'arrêter la croissance du ratio de la dette finlandaise, il n'y a pas beaucoup de marge de manœuvre pour alléger la fiscalité.

Selon Purra, le gouvernement utilise les estimations du ministère des Finances sur les « effets dynamiques » attendus des réductions d'impôts.

En d'autres termes : si les responsables estiment, par exemple, que les allègements fiscaux pour les hauts revenus seront en grande partie autofinancés d'ici la fin du mandat du gouvernement, celui-ci estime qu'il n'a pas besoin de chercher beaucoup d'économies compensatoires pour financer ces allègements fiscaux.

Étant donné que, selon les recherches, la réduction de la charge fiscale sur les revenus des personnes à faibles et moyens revenus n'a pas les mêmes effets dynamiques, le gouvernement doit chercher de nouvelles économies ou augmenter d'autres impôts pour la financer.

Outre l'allègement de l'impôt sur le revenu, le gouvernement a également envisagé d'alléger l'impôt sur les sociétés et d'assouplir ou de supprimer les droits de succession.

Entre ces deux, Purra est le plus favorable à une réduction de l'impôt sur les sociétés.

Purra affirme que les estimations des effets de l'allègement de l'impôt sur les sociétés sur la croissance varient. Selon elle, le taux d'imposition des sociétés de 20 % en Finlande est déjà « relativement compétitif ». « Mais quand on regarde comment en Europe il y a une compétition sur les aides d'État et la menace des tarifs douaniers et d'une guerre commerciale, cette situation change la dynamique. »

La Finlande étant un pays qui souffre d'une faible croissance, la ministre des Finances estime qu'une éventuelle réduction de l'impôt sur les sociétés peut également être envisagée.

Selon Purra, l'impôt sur les successions est un « impôt détesté » et même les partisans du Parti des Finlandais le méprisent. « Cependant, la suppression des droits de succession et leur remplacement par un impôt sur les plus-values ne figurent pas parmi mes priorités, comme je l'ai déjà indiqué. »

Étant donné que le gouvernement croit aux estimations du ministère des Finances sur les effets dynamiques des réductions d'impôts, la réduction d'impôts peut être financée par des économies supplémentaires « raisonnables », selon Purra. Il pourrait également y avoir quelques augmentations d'impôts plus modestes.

Même si la situation économique semble toujours sombre, le gouvernement entend aussi prendre des décisions, pour ainsi dire agréables et plus seulement en termes de coupes budgétaires. Il y a tout juste un an, le gouvernement estimait qu'il ne pouvait pas se permettre de réduire significativement les impôts.

Purra assure que le changement de direction n'est pas lié à la défaite du parti des Vrais Finlandais aux élections municipales et régionales de dimanche dernier.

« C'est le récit du gouvernement depuis le début : nous faisons les choses les plus désagréables pendant les deux premières années, puis les plus agréables ensuite. »

D'un autre côté, cette histoire ne se basait-elle pas sur le fait que les finances publiques de la Finlande auraient déjà commencé à s'améliorer après deux ans ?

« Nous devons poursuivre sur la même voie en matière d'assainissement des finances publiques. Mais en même temps, nous ne pouvons pas nous permettre de ne rien faire pour la croissance. Et il est inutile de nous livrer à des ajustements mineurs à ce stade du mandat du gouvernement », répond Purra.

Malgré la défaite électorale de son parti, la ministre des Finances estime que la politique du gouvernement a été correcte.

Cependant, Purra estime que l'opposition a « excellemment réussi à créer l'image » selon laquelle la récession prolongée, la hausse du chômage et d'autres problèmes économiques sont causés par les actions du gouvernement.

De même, Purra estime que l'opposition a réussi à créer un « récit » selon lequel la photo de Purra souriant avec des ciseaux, rendue publique l'année dernière, était une parodie des coupes des allocations pour les plus faibles.

« Personne ne s'est moqué des défavorisés ni des coupes dans la sécurité sociale », assure-t-elle encore.

Avant les élections, les coupes dans l'aide au développement, par exemple, qui ont réjoui les partisans des Vrais Finlandais, ne se sont pas reflétées dans le débat public de la même manière que les coupes dans les services sociaux et de santé.

HS

Sécurité

La Supo et le renseignement militaire pourraient obtenir le droit de partager des informations plus largement qu'actuellement

Le gouvernement propose une réforme juridique qui élargirait le droit du renseignement finlandais SUPO et des services de renseignement militaire à divulguer des informations criminelles à d'autres autorités.

Selon le ministère de l'Intérieur, la réforme améliorerait la sécurité nationale et permettrait le transfert d'informations à l'OTAN.

Le gouvernement a soumis mercredi au Parlement un projet de loi sur cette question. Selon le ministère de l'Intérieur, l'objectif de la réforme est d'améliorer la sécurité nationale.

Selon la proposition, la SUPO pourrait divulguer les informations obtenues par des méthodes de renseignement sur les crimes de trahison, de haute trahison et de terrorisme dans une plus grande mesure qu'à l'heure actuelle.

Selon le ministère de l'Intérieur, les informations pourraient être divulguées dans des situations où elles sont pertinentes pour protéger la sécurité nationale ou diriger les activités de l'autorité. L'objectif est également de renforcer l'échange international d'informations entre les services de sécurité.

La SUPO pourrait à l'avenir transmettre des données personnelles à l'OTAN. De même, des informations pourraient être fournies à une agence ou une institution de l'Union européenne dont les tâches comprennent la protection de la sécurité nationale, la sauvegarde de l'ordre public, l'ordre et la sécurité publics, ainsi que la prévention, l'enquête et la poursuite des infractions pénales.

La réforme devrait entrer en vigueur le plus rapidement possible.

HS

Défense

Tous les appelés seront formés à l'utilisation des mines antipersonnel

Aamulehti rend compte des propos du commandant de la brigade de blindées Juhana Skyttä, qui indique que si la Finlande décidait de se retirer du traité d'Ottawa, il s'agirait de former tous les conscrits à l'utilisation des mines antipersonnel.

Concernant le système anti-aérien israélien (bouclier de David), la formation sera entamée à la fin de la décennie. Des nouveaux locaux seront mis en place à la garnison de Parola pour accueillir ce système anti-aérien.

AL

Câbles endommagés en mer baltique

Les travaux de réparation du câble sous-marin Estlink 2 entre la Finlande et l'Estonie, endommagé à Noël, débiteront en mai

Les travaux de réparation du câble sous-marin endommagé entre la Finlande et l'Estonie commenceront en mai, a déclaré l'opérateur de réseau finlandais Fingrid dans un communiqué de presse. Le câble Estlink 2 est tombé en panne en décembre 2024.

Selon Fingrid, les travaux de réparation débiteront fin mai et devraient durer deux mois. La connexion de transport d'électricité devrait être remise en service commercial à la mi-juillet.

"Le câble sous-marin endommagé sera remplacé sur le fond marin par un nouveau câble sur une distance d'environ un kilomètre", explique Kimmo Nepola, de Fingrid.

HS

Etats-Unis

L'annulation de l'accord du Pentagone avec Oura suscite des inquiétudes quant aux États-Unis en tant que partenaire commercial

Le ministère américain de la Défense a annulé une commande de 85 millions d'euros de bagues connectées auprès de la société finlandaise Oura.

Selon Timo Vuori de la Confédération des industries finlandaises EK, l'incident n'augmente pas la confiance dans les États-Unis en tant que partenaire commercial.

La même chose pourrait-elle arriver aux futures commandes potentielles de brise-glaces comme cela s'est produit pour les bagues connectées intelligents ?

« Cela n'augmente pas la confiance dans les États-Unis en tant que partenaire commercial, mais il ne vaut pas la peine de tirer des conclusions sur la base d'un seul cas », déclare Timo Vuori.

Selon Vuori, l'affaire d'acquisition annulée pour Oura fait partie de la même vague que les tarifs douaniers et les diverses restrictions imposées par l'administration Trump.

Vuori souligne qu'il commente l'affaire à un niveau général. Il ne dispose pas d'informations plus précises sur les raisons de l'annulation du contrat pour Oura.

Il est difficile de connaître la véritable raison de l'annulation de l'accord.

Mais se pourrait-il que le ministère de la Défense américain souhaite privilégier les entreprises nationales dans ses achats ?

Oura a également d'importants propriétaires américains.

Mais dès l'année dernière, le fabricant américain de bagues intelligentes Whoop a protesté contre le choix d'Oura comme fournisseur d'appareils connectés pour le Pentagone.

Vuori souligne que ces dernières années, des efforts ont été faits dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour ouvrir les marchés publics aux entreprises extérieures à son propre pays. Les entreprises américaines peuvent actuellement participer à certains marchés publics dans l'UE, et les entreprises européennes peuvent faire de même aux États-Unis.

Vuori rappelle aussi que la stratégie de défense annoncée par les États-Unis il y a un peu plus d'un an a révélé que la capacité de défense du pays n'est pas au niveau souhaité. La base industrielle de la stratégie de défense doit donc être renforcée en coopération avec différents pays et entreprises.

Cela a été perçu comme une opportunité de créer un marché de niche pour les entreprises finlandaises comme Oura ou Nokia.

Mais dans le même temps, la sécurité nationale est devenue une priorité, explique Vuori. Sur cette base, l'approvisionnement peut être préféré auprès d'un opérateur national, s'il en existe un. En général, la politique industrielle américaine met l'accent depuis plusieurs années sur la mentalité « l'Amérique d'abord » et la préférence pour la production nationale.

Vuori ne souhaite pas commenter l'avenir des projets de vente de brise-glaces aux États-Unis car c'est un sujet sensible.

HS

Les États-Unis recherchent des chantiers navals capables de construire des brise-glaces dans de courts délais

Les garde-côtes américains recherchent des chantiers navals capables de construire des brise-glaces dans des délais rapides. Les chantiers navals américains n'ont pas la capacité de construire des brise-glaces en trois ans, mais les chantiers navals finlandais en sont capables, écrit le journaliste Jarmo Huhtanen.

À la fin de la semaine dernière, les garde-côtes américains ont émis une demande d'information (RFI) à des chantiers navals américains et, étonnamment, étrangers.

La demande d'informations concerne les brise-glaces arctiques.

La demande d'informations aidera les garde-côtes américains à identifier les chantiers navals capables de construire rapidement des brise-glaces répondant aux exigences de la demande d'informations. Un calendrier rapide signifie que les navires doivent pouvoir être construits dans les 36 mois suivant la passation de la commande.

Il s'agirait de navire ne mesurant pas plus de 110 mètres de long, 24 mètres de large et avec un tirant d'eau de sept mètres ou moins. Le navire doit être capable de briser environ 0,90 mètre de glace à une vitesse de trois nœuds.

Une demande d'information n'est qu'une étude de marché et les États-Unis ne s'engagent à rien. Mais l'information concernant le délai demandé est intéressante, écrit Jarmo Huhtanen qui souligne que les chantiers navals américains n'ont pas la capacité de construire eux-mêmes des brise-glaces en trois ans, mais les chantiers navals finlandais en sont capables. La date limite pour soumettre une demande d'information auprès des garde-côtes américains est déjà le 25 avril. C'est très court.

Le calendrier rapide soulève inévitablement la question de savoir si l'administration présidentielle américaine actuelle souhaite par quelque moyen que ce soit achever le premier nouveau type de brise-glace avant la fin du second mandat de Trump dans moins de quatre ans - même si cela signifie recourir à un chantier naval étranger. Trump est connu pour ne pas être très patient.

HS

La guerre commerciale met en péril le secteur de la construction

Tous les types de construction, c'est-à-dire la construction résidentielle, commerciale, de rénovation et d'infrastructures, connaîtront une croissance modérée cette année, prédit l'industrie finlandaise de la construction RT.

RT prévoit une croissance de 4 % cette année, alors que l'année dernière, la construction a chuté de 8 %.

L'amélioration attendue de la croissance économique et du pouvoir d'achat ainsi que les perspectives de baisse des taux d'intérêt soutiennent la croissance. Une autre menace est l'incertitude liée à la politique économique et sécuritaire. « Si la guerre commerciale pousse la croissance économique de la Finlande à zéro, la construction n'aura aucune chance de se redresser », analyse Vihmo de RT.

Il n'y a pas encore de demande clairement croissante pour la construction de nouveaux logements. Bien que la vente d'appartements anciens ait repris, une reprise similaire n'a pas encore été observée dans les propriétés neuves.

La construction d'infrastructures, en revanche, devrait connaître une nette croissance, mesurée par le nombre de projets. La croissance proviendra à la fois des infrastructures de transport et, par exemple, des investissements liés à l'énergie.

KL

Douanes – Nucléaire

Les douanes soupçonnent le PDG d'une entreprise de construction d'avoir tenté d'exporter en Russie des documents concernant un projet de construction d'une centrale nucléaire finlandaise

Les douanes ont ouvert une enquête préliminaire sur une affaire dans laquelle une tentative a été faite d'exporter des documents d'archives d'un projet de construction d'une centrale nucléaire finlandaise vers la Russie.

L'enquête préliminaire a été ouverte sur la base des résultats de l'inspection des douanes et d'une déclaration reçue du ministère des Affaires étrangères.

L'objet de l'enquête préliminaire concerne un nombre important de documents d'archives que l'on a tenté d'exporter vers la Russie à partir d'un entrepôt situé dans le Sud-Est de la Finlande. Au cours de l'enquête, près de 30 cartons d'archives ont été saisis. Sur la base de l'enquête préliminaire, certaines informations sont classées comme étant soumises aux sanctions contre la Russie.

Le suspect est le PDG d'une entreprise impliquée dans le projet de construction.

Tulli.fi

Monopole de vente d'alcool au détail

L'étude commandée par le gouvernement présente trois options pour libéraliser la vente de vin

L'étude commandée par le gouvernement sur l'autorisation de la vente de vins à 15 % d'alcool dans les commerces de détail a été achevée. Selon l'étude, la base juridique et économique du monopole public Alko devrait être réévaluée si la vente de vins est élargie et si le monopole est limité uniquement à la vente de spiritueux.

« La libéralisation de la vente de vin au détail est fondamentalement une question politique. Cependant, la solution doit être conforme au droit de l'UE et aux exigences de la Constitution », précisent les conclusions du rapport.

Le rapport compte plus d'une centaine de pages. Il s'appuie sur le programme gouvernemental, selon lequel une étude indépendante sur la libéralisation de la vente de vins devait être menée d'ici la réunion de mi-mandat du gouvernement en coopération avec le ministère des Affaires sociales et de la Santé et le ministère de l'Emploi et de l'Économie.

Le programme gouvernemental stipule que le gouvernement ne modifiera pas la mission et la position d'Alko en matière de santé publique.

Le rapport a évalué les impacts de diverses options sur, entre autres, la santé publique, la liberté d'entreprise, les opérations d'Alko et les finances publiques.

Il comprend trois modèles alternatifs pour étendre la vente de vin : l'autorisation de la vente au détail de vins dans les épiceries, l'autorisation de la vente au détail dans les restaurants en lien avec une licence sur la vente d'alcool ou l'autorisation de la création de magasins de vins spécialisés.

L'étude souligne que les coûts et les effets néfastes de l'alcool sur la société sont importants. L'expansion des ventes de vin augmenterait probablement les méfaits de l'alcool, mais d'un autre côté, selon l'étude, elle pourrait promouvoir la liberté des entreprises, la concurrence et la liberté des consommateurs.

L'Autorité finlandaise de la concurrence et de la consommation (KKV) avait également estimé précédemment, sur la base de sa propre étude, que la libéralisation de la vente de vins affaiblirait considérablement la rentabilité d'Alko. Selon l'agence, la libéralisation de la vente de vins dans les épiceries ne peut être décidée sans décider également de la poursuite de la vente de boissons fortes et de l'avenir d'Alko.

Alko suggère qu'au lieu d'élargir la vente de vins dans les épiceries, les heures d'ouverture des magasins Alko pourraient être prolongées à titre expérimental. Alko propose des horaires d'ouverture le dimanche et des horaires plus longs le samedi.

Alko souligne que, selon l'étude, l'augmentation des ventes de vin entraînerait une diminution des revenus d'Alko et la perte de sa capacité à verser des dividendes à l'Etat. Le nombre de magasins Alko devrait être réduit. Une société spécialisée dans la vente de spiritueux ne serait pas rentable et ne serait probablement pas possible en vertu du droit européen, affirme Alko.

HS

Société

Les vols sont en hausse – On vole de la bière, mais aussi de la nourriture

Selon les données préliminaires de Statistic Finland, 16 300 vols à l'étalage ont été signalés au cours du premier trimestre de l'année, soit 22% de plus qu'à la même période de l'année précédente.

Le nombre de vols à l'étalage a augmenté depuis le début de la pandémie de coronavirus. Selon le centre, les vols ont augmenté en raison, entre autres, de la mauvaise situation économique générale.

L'alcool est souvent volé dans les magasins, mais aussi la nourriture.

La dernière fois qu'on a observé une telle augmentation des vols à l'étalage, c'était en 2009, pendant la crise financière.

HS